Daniel GARRIGUE

Dordogne (2ème circonscription) Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 13 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) (n° 964) [2 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [16 juillet 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avantprojet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891) (n° 1031) [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 juin au 29 juin 2007 (n° E 3565) et sur les textes n° E 2451, È 3136, È 3144, È 3199, È 3320, È 3351, È 3370, È 3374, È 3380, È 3389 annexe 2 à È 3389 annexe 5, È 3421, È 3468, È 3470 à È 3474, È 3477 à È 3479, È 3481 à È 3492, È 3495 à È 3500, È 3502, È 3503, È 3505 à È 3508, È 3510, È 3512 à È 3515, È 3517 à È 3533, È 3535 à È 3540, È 3545 à È 3547, È 3550, È 3552 à È 3554, È 3559, È 3561, È 3562, È 3569 et È 3574 [11 juillet 2007] (n° 70)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n° E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n° E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n^o 189) : annexe n^o 32 : Recherche et enseignement supérieur - Recherche (n^o 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du20 septembre au 25 octobre 2007 (n° E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n° E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n° E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n° E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Proposition de résolution nº 964 sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) [17 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonds souverains, révélateurs de nos propres faiblesses (E 3328) [17 juin 2008] (n° 963)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n° E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n° E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3778, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) (n° 964) [16 juillet 2008] (n° 1056)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Marc Laffineur, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891) (n° 1031) [16 juillet 2008] (n° 1057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification, modalités [15 janvier 2008] (p. 182)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne qu'un amendement ayant reçu un avis favorable de la commission n'ait pas été appelé en séance en raison de l'absence de son auteur [27 mai 2008] (p. 2528)

Maintient son amendement tendant à la création d'une commission des affaires européennes, même si certains considèrent qu'il s'agit d'une mesure réglementaire [28 mai 2008] (p. 2625)

DÉBATS

Projet de loi nº 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1694)

Thèmes:

Impôts et taxes : patrimoine (p. 1695)

Politique économique : croissance (p. 1695)

Union européenne : construction européenne

(p. 1695)

Projet de loi n^{o} 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979; 2005)

Son intervention (p. 1998)

Thèmes:

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1998)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 1998)

Finances publiques: recettes fiscales: plus values:

imposition (p. 1998)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1998)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat

(p. 1998)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1998)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2033)

Thèmes:

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2033)

Commerce extérieur (p. 2034)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2034)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt

(p. 2033 et s.)

Finances publiques: prélèvements obligatoires

(p. 2033)

Politique économique : croissance (p. 2033 et s.)

Politiques communautaires (p. 2034) Recherche: innovation (p. 2034)

Union européenne: Banque centrale européenne

(BCE) (p. 2034)

Projet de loi nº 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186); [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2289)

Projet de loi de finances nº 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2865)

Thèmes:

Entreprises: petites et moyennes entreprises (p. 2866)

Finances publiques: déficits publics et sociaux (p. 2865)

Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 2865)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2865)

Union européenne: euro (p. 2865)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSTIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ETAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3870)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Allemagne (p. 3870)

Pays étrangers : Asie (p. 3871)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3870)

Pays étrangers: pays en développement: hôpitaux

(p. 3871)

Pays étrangers : Russie (p. 3870)

Relations internationales : Afrique du Nord (p. 3870)

Relations internationales : coopération (p. 3871)

Union européenne : institutions : Président (p. 3870)

Union européenne : traité de réforme de l'Union

(p. 3870)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4315 à 4319)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4315)

Après l'article 47

Intervient sur l'adt n° 207 rectifié de la commission (remise d'un rapport sur la possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) de verser des rémunérations complémentaires à leurs personnels titulaires) (p. 4319)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du $8\ novembre\ 2007$

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 97)

Thèmes :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 98)

Recherche: contractuels (p. 97)

Recherche: Agence d'évaluation de la recherche et de

l'enseignement supérieur (AERES) (p. 98)

Recherche: Agence nationale de la recherche (ANR)

(p. 97)

Recherche: chercheurs (p. 98)

Recherche: recherche développement (p. 98) Recherche: recherche fondamentale (p. 97)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son amendement n° 292 (p. 4321): adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4322)

Projet de loi nº 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3105) : rejetée (p. 3112)

Thèmes:

Assurance maladie maternité: généralités: couverture maladie universelle (CMU) (p. 3105)

Assurance maladie maternité: généralités: Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3106, 3107)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3105, 3110)

Emploi : chômage (p. 3106)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3107 et s.)

Entreprises : allégement des charges (p. 3106)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3106 et s.)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3107)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 3109)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3109)

Professions de santé : internes (p. 3108)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3108, 3109)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3108)

Risques professionnels: accidents du travail (p. 3109)

Risques professionnells: maladies professionnelles $(p.\,3109)$

Santé: accès aux soins (p. 3105)

Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 3106)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3106)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3110) Sécurité sociale : déficit (p. 3105)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3105)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195); [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404); [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3226)

Son amendement n° 206 (de suppression) (p. 3232)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 286 de M. Michel Diefenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquérir des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3236)

Son amendement nº 214 (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 3238) : rejeté (p. 3241)

Son amendement n^{o} 213 (contributions patronale et salariale sur les attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3245) : rejeté (p. 3249)

Son amendement nº 215 (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3246) : rejeté (p. 3249)

Article 17 (approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)

Son amendement no 207 (de suppression) (p. 3310)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 3311)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses amendements nos 216 et 217 (p. 3343)

Après l'article 29

Son amendement nº 364 rectifié (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) : devenu sans objet (p. 3356)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Ses interventions (p. 3363 et s.)

Son amendement n° 365 : adopté (p. 3368)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3372)

Son amendement nº 366 : adopté (p. 3379)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3388)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son amendement n^{o} 209 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3418)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son amendement no 210 (de suppression) (p. 3453)

Après l'article 42

Son amendement nº 367 précédemment réservé (instauration d'un coefficient correcteur en faveur des établissements de soin privés à but non lucratif participant au service public hospitalier) : rejeté (p. 3466)

Article 46 précédemment réservé (interruption volontaire de grossesse - IVG - par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale)

Son intervention (p. 3476)

Article 69 (droit de communication)

Son intervention (p. 3503)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'État - AME - et des soins urgents)

Son intervention (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4505)

Thèmes:

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4505 et s.)

Etablissements de santé: tarification à l'activité (T2A) (p. 4505 et s.)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 4507)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4507)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 4506)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 4507)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 4507)

Proposition de loi constitutionnelle nº 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 170)

Thèmes :

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 170)

Union européenne : services publics (p. 171)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 171)

Projet de loi constitutionnelle nº 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 233)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 240)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 233)

Parlement: rôle (p. 233)

Politiques communautaires: Charte des droits fondamentaux (p. 240)

Union européenne: institutions (p. 233)

Union européenne : politique de la défense (p. 240)

Projet de loi constitutionnelle nº 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379); [26 mai 2008] (p. 2413, 2445); [27 mai 2008] (p. 2516, 2549); [28 mai 2008] (p. 2595, 2625); [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2405)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2428)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 mai 2008] (p. 2528)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2542)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Intervient sur l'adt n° 434 de M. Noël Mamère (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son intervention (p. 2577)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement no 19 (p. 2617)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2625)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 2652)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses interventions (p. 2667 et s.)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2685)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)

Son amendement no 140 (p. 2692)

Après l'article 27

Son amendement nº 141 (réserves interprétatives du Conseil constitutionnel) (p. 2692): rejeté (p. 2693)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement $n^{\circ}\,20$ deuxième rectification : adopté (p. 2721)

Son amendement no 22 (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2724)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411); [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)

Son intervention (p. 4417)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la *République)*

Son intervention (p. 4424)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 50 rectifié (p. 4508)

Projet de loi nº 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937); [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047); [9 juin 2008] (p. 3077, 3111); [10 juin 2008] (p. 3191, 3225); [11 juin 2008] (p. 3273, 3311); [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3239, 3258)

Projet de loi nº 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques active et politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5200)

Thèmes:

Impôts et taxes: "bouclier fiscal" (p. 5200)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5200)

Discussion des articles [30 (p. 5215); [6 octobre 2008] [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382) 2008] septembre (p. 5260,

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement no 1 (p. 5383)

Ses interventions (p. 5389)